



**ARRÊTÉ N° 41-2025-06-30-00002**

**portant prescriptions spéciales applicables à la carrière exploitée  
par la société SABLIERES PLOUX FRÈRES sur les communes de  
Courbouzon et Saint-Laurent-Nouan**

**LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,**

**VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le code minier,

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

**VU** le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

**VU** l'arrêté modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 93-2484 du 24 septembre 1993 autorisant la société PLOUX FRÈRES à étendre l'exploitation une carrière de sables et graviers à Courbouzon, au lieu-dit « Les Bordes », et à Saint-Laurent-Nouan, au lieu-dit « L'île de Nouan », sur une superficie nouvelle de 32ha 99a 11ca pour une durée de 27 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-300-9 du 26 octobre 2004 autorisant la société SABLIERES PLOUX FRÈRES à poursuivre l'exploitation et à modifier les conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers sise à Courbouzon, au lieu-dit « Les Bordes », et à Saint-Laurent-Nouan, au lieu-dit « L'île de Nouan », abrogeant l'arrêté préfectoral n° 93-2484 du 24 septembre 1993 susvisé ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-334-26 du 30 novembre 2007 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2004.300.9 du 26 octobre 2004 relatif à la position en zone inondable de la carrière de la société PLOUX Frères, sur l'île de Nouan à Saint-Laurent-Nouan, et aux mesures de prévention et de protection qui en résultent ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-143-0023 du 23 mai 2011 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société PLOUX, aux lieux-dits « Les Bordes », à Courbouzon, et « L'île de Nouan », à Saint-Laurent-Nouan, définies par l'arrêté préfectoral n° 2004-300-9 du 26 octobre 2004 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2017-01-23-007 du 23 janvier 2017 portant modification des quantités maximales et moyennes extraites annuellement de la carrière exploitée par la société SABLIÈRES PLOUX FRÈRES, aux lieux-dits « Les Bordes » dans le domaine public en lit majeur de la Loire entre les PK 8,2 et le PK 7,25 à Courbouzon et « L'île de Nouan » à Saint-Laurent-Nouan, définies par l'arrêté préfectoral n° 2004-300-9 du 26 octobre 2004 ;

**VU** les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 23 janvier 2017 précité portant prorogation de la durée d'autorisation d'exploitation par la société SABLIÈRES PLOUX FRÈRES de la carrière aux lieux-dits « Les Bordes » à Courbouzon et « L'île de Nouan » à Saint-Laurent-Nouan au 25 septembre 2023, limitant l'extraction de matériaux commercialisables au 25 décembre 2022 et fixant l'achèvement de la remise en état du site au 25 juin 2023 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

**VU** l'arrêté du 29 janvier 2025 portant modification de l'arrêté du 27 novembre 2023 autorisant la société SABLIÈRES PLOUX FRÈRES à occuper temporairement le domaine public fluvial de la Loire à Courbouzon dans le cadre de l'exploitation de carrière jusqu'au 30 juin 2027 ;

**VU** le procès-verbal de récolement du 22 janvier 2003 dressé par l'inspecteur des installations classées ;

**VU** la demande présentée le 19 novembre 2024, complétée le 24 février 2025 par Monsieur Franck PLOUX cogérant de la société SABLIÈRES PLOUX FRÈRES, pour obtenir la modification de la remise en état et la prolongation de 30 mois de l'autorisation de carrière précitée pour finaliser la remise en état du site ;

**VU** les avis des propriétaires et de la commune de Courbouzon sur la demande de modification de la remise en état du site ;

**VU** le rapport et les propositions du 10 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le compte rendu de la réunion du 11 juin 2025 en présence de M. Franck PLOUX co-gérant de la société SABLIÈRES PLOUX FRÈRES, de représentants de l'UNICEM et de l'UNPG ;

**VU** la demande présentée le 14 juin 2025 par M. Franck PLOUX cogérant de la société SABLIÈRES PLOUX FRÈRES, pour obtenir l'autorisation de réaliser les travaux d'élargissement du seuil préalable et indispensable à la fusion des plans d'eau ;

**VU** le projet d'arrêté de prescriptions spéciales porté à la connaissance de l'exploitant le 20 juin 2025 ;

**VU** la réponse de l'exploitant par courriel du 22 juin 2025 informant de l'absence d'observation de sa part sur le projet d'arrêté de prescriptions spéciales ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux programmés sont contraints dans le temps et qu'ils doivent être réalisés rapidement ;

**CONSIDÉRANT** que la non remise en état de la carrière aurait un effet significatif sur l'environnement et serait contraire aux orientations paysagères du Val de Loire classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation de 30 mois pour permettre la finalisation de la remise en état de la carrière et les modifications associées ne sont pas substantielles ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - AUTORISATION**

La SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES dont le siège est situé au 962 route d'Amboise à Noizay (37210) est autorisée, à finaliser la remise en état de la carrière et des emprises abritant les installations de traitement et de transit connexes.

Le site est localisé sur les communes :

- de Courbouzon : au lieu-dit « Les Bordes » dans le domaine public en lit majeur de la Loire entre les PK 8.250 et PK 7.200 et les parcelles OF N° 210, 211 et 63 ;
- de Saint-Laurent-Nouan au lieu-dit « L'île de Nouan » sur les parcelles cadastrées AB n° 6 et 7.

L'emprise autorisée de la carrière est d'une superficie totale de 32ha 99a et 11ca.

Pendant la durée des travaux, les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2004-300-9 du 26 octobre 2004 sont applicables sauf dispositions contraires du présent arrêté.

La SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES est autorisée à réaliser la modification du seuil aval comme défini à l'article 5.3 du présent arrêté.

La SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES n'est pas autorisée à extraire ni à traiter ni à commercialiser les matériaux.

### **ARTICLE 2 - DURÉE D'AUTORISATION**

La présente autorisation accordée pour permettre la finalisation de la remise en état de la carrière est valable jusqu'au 30 juin 2027 inclus.

La remise en état du site doit être achevée avant le 31 mai 2027. Les ATTES SECUR sont produites avant le 30 juin 2027 et le MÉMOIRE – ATTES Travaux avant le 31 décembre 2027

### **ARTICLE 3 - MODIFICATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

#### **Article 3.1 - Garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités de remise en état de la carrière exploitée par la société SABLIERES PLOUX FRÈRES sur les communes de Courbouzon au lieu-dit « Les Bordes » et de Saint-Laurent-Nouan au lieu-dit « L'île de Nouan », de manière à permettre en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

### Article 3.2 - Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

La remise en état jusqu'à l'échéance de l'autorisation fixée au 30 juin 2027 est menée en une seule période.

Pour la période précitée, le montant de référence des garanties financières permettant la remise en état maximale est présenté dans le tableau ci-dessous (ce montant inclut la TVA) :

Période :	S1 (C1 = 15 555 €/ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ha)	L (C3 = 47 €/m)	TOTAL en € TTC ( $\alpha = 1,4027$ )
De la date du présent arrêté jusqu'au 30/06/2027	5,17	0,35	32	131 485,50 €

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

L'indice TP01 (base 2010) utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en janvier 2025 (JO du 15/03/2025), soit 131,9.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

### Article 3.3 - Établissement des garanties financières

Avant la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP 01.

### Article 3.4 - Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Conformément au V de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le Préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignations, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 3.3

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.

### **Article 3.5 - Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

### **Article 3.6 - Révision du montant des garanties financières**

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions de remise en état conduisant à une modification du montant des garanties financières.

### **Article 3.7 - Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **Article 3.8 - Appel des garanties financières**

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant physique.



Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le Préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le Préfet.

### **Article 3.9 - Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## **ARTICLE 4 - MODIFICATION DE DÉBOISEMENT, DÉFRICHAGE ET PLANTATIONS COMPENSATOIRES**

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de la remise en état.

Les opérations de déboisement et de défrichage seront réalisées entre les mois de septembre (année n) et mars (année n+1).

## **ARTICLE 5 - REMISE EN ÉTAT DU SITE**

### **Article 5.1 - Généralités**

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérente à l'exploitation, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Le site doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction. Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des berges et des bassins de décantation ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;

— l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

### **Article 5.2 - Remise en état**

La remise en état se conforme au dossier de demande de 2004 (dossier initial) et au plan annexé (cf. illustration 1) au présent arrêté.

L'usage futur retenu est de type **usage récréatif de plein air, correspondant aux parcs, aux aires de jeux, aux zones de pêche récréative ou de baignade.**

Globalement, la remise en état du site consiste en la création d'un plan d'eau d'un seul tenant et en remettant en espace naturel et de loisirs le reste de l'emprise.

### **Article 5.3 - Prescriptions complémentaires**

#### Sur les bassins de décantation :

Les bassins de décantation localisés dans les parcelles OF N° 210, 211 et 63 sur la commune de Courbouzon font l'objet d'une mise en sécurité (notamment curage des fonds argileux...) et seront remis en état comme une annexe longiforme s'apparentant à un bras de Loire (en noue) sans générer de défaut au fonctionnement du cours d'eau le « Pisse-Vache » qui est situé à proximité de ce futur aménagement.

#### Sur le dimensionnement du seuil aval et son entretien :

Le seuil réalisé en aval du plan d'eau des Bordes (CF illustration 2 en annexe) respecte les dimensions suivantes :

- Longueur en gueule : 90 m
- Longueur en fond : 78,8 m
- Largeur de crête : 30 m
- Largeur en pied : 48 m
- Hauteur du seuil : 1,4 m
- Pente de contraction du seuil : 4/1
- Cote de la base du seuil : 74,8 m. NGF
- Les enrochements utilisés seront de taille 25/250 kg et placés sur un géotextile de densité supérieure à 250 g/m<sup>2</sup> et les interstices entre les blocs seront comblés avec des graviers.

Au terme de la remise en état de la carrière, l'exploitant informe le ou les propriétaires des terrains d'emprise du seuil de la nécessité de son entretien pour garantir sa pleine fonctionnalité durant l'existence du plan d'eau.

## **ARTICLE 6 - SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

## **ARTICLE 7 - NOTIFICATION**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception. Celui-ci l'affichera dans son installation, en permanence et de façon visible.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Courbouzon et de Saint-Laurent-Nouan et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Courbouzon et de Saint-Laurent-Nouan au moins un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher, pendant au moins quatre mois ;
- une copie du présent arrêté est adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

## **ARTICLE 8 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, les maires de Courbouzon et de Saint-Laurent-Nouan, ainsi que le directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **30 JUIN 2025**

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général

Faustin GADEN

*Délais et voies de recours en page suivante*



### Délais et voies de recours

– Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense Cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

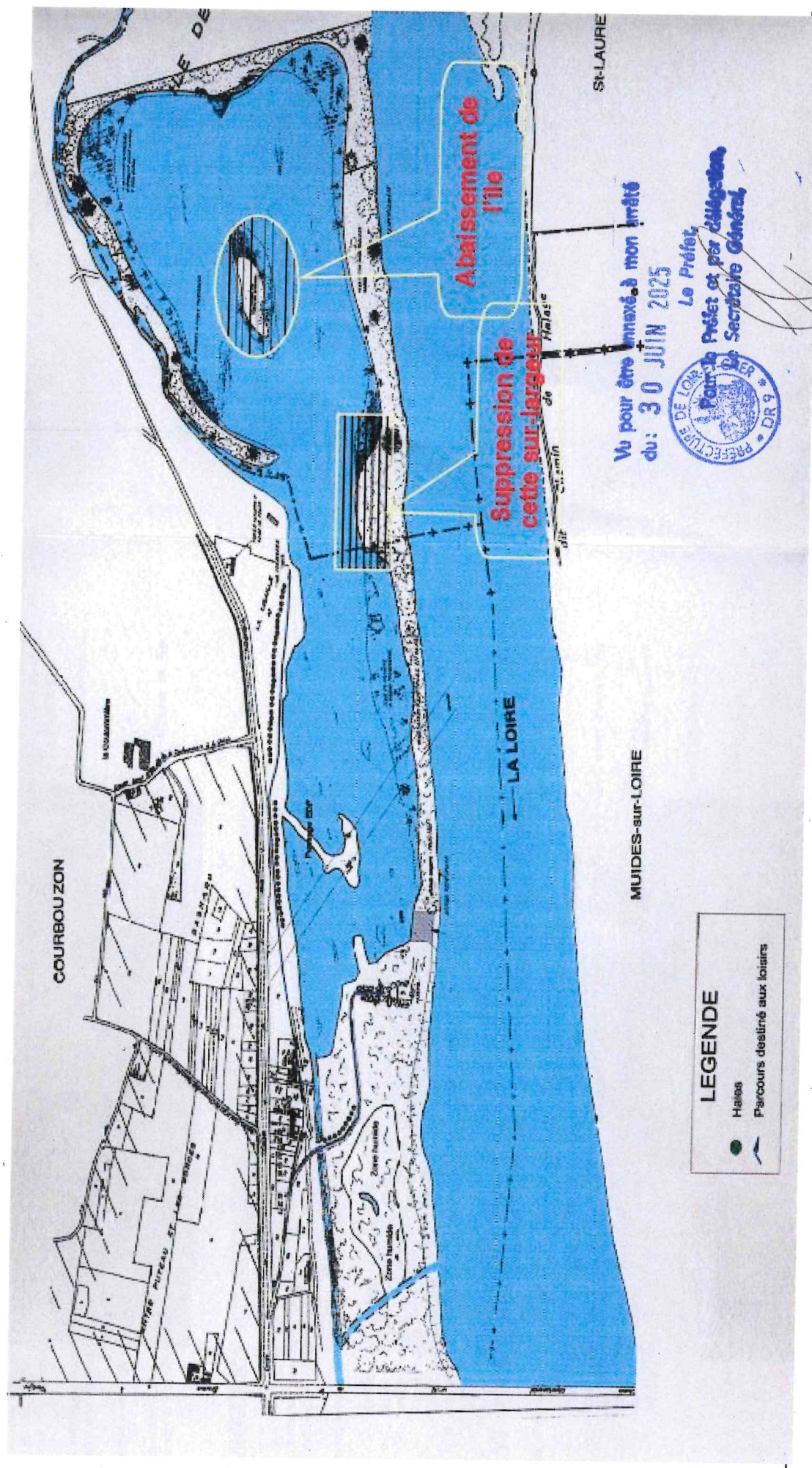


Illustration 1: Projet de remise en état



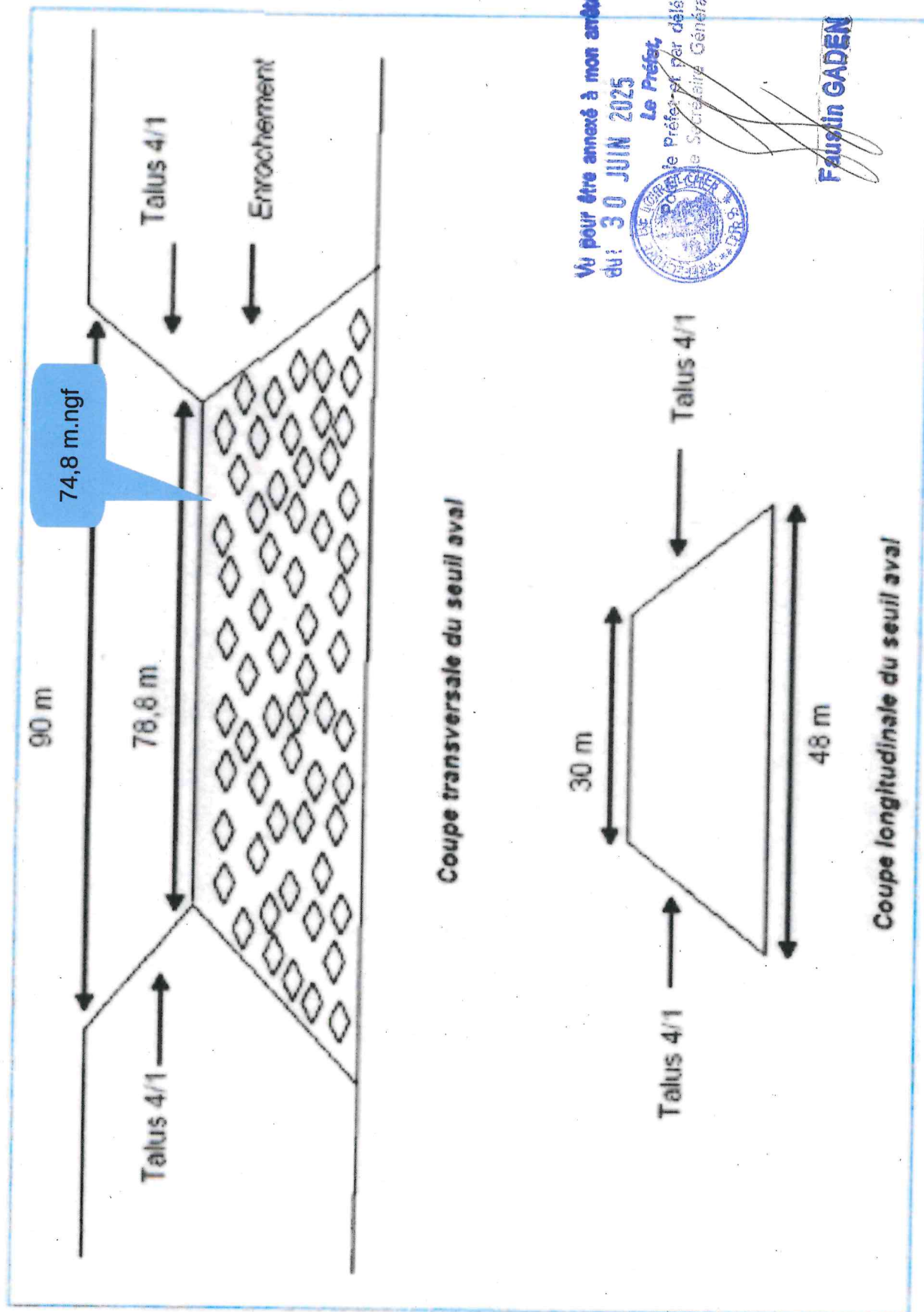


Illustration 2: Dimensionnement du seuil aval